

La problématique du développement. Le cas de l'Algérie

Fouad BOUGUETTA

Le développement est un changement social orienté, organisé et géré. Il est porteur d'un projet de société. Il présuppose une politique, des stratégies et des moyens pour réaliser des objectifs. Il nécessite donc la mise en place d'un système dynamique composé d'éléments ou de sous-systèmes en interaction. Ce système baigne dans un environnement psychosocial fait d'attentes, d'aspirations, de sentiments, d'attitudes et de comportements que la promesse d'une société nouvelle fait naître. Analyser le développement, c'est en fait analyser, en fonction du projet de société qui est la finalité du système, l'interaction des différents éléments qui caractérisent les différents sous-systèmes composant une société globale. Mettre en évidence les stratégies des acteurs du développement, c'est analyser le pilotage du système, c'est à dire sa gestion dans le temps. Piloter le système, c'est adopter des stratégies qui visent à induire un changement durable dans les attitudes et comportements individuels et collectifs, donc observable dans l'environnement psychosocial, tout en prenant en considération le champ des forces qui peuvent influencer le sens du changement. Pour cela, le système doit être "à l'écoute" de toute modification au sein de l'environnement psychosocial afin de s'adapter pour éviter toute dérive. Une des caractéristiques essentielles du système est donc sa capacité d'adaptation, sa flexibilité. Un système peut faire varier ses objectifs en fonction des variations des environnements comme il pourrait vouloir transformer ces environnements.

Le développement comme processus porteur d'un projet de société est d'abord un rejet d'une conception traditionnelle de la société[1]. Cette dernière dans son fonctionnement, serait reproductrice d'un ordre ancestral qu'il faudrait remplacer par un ordre nouveau porteur de progrès. L'intention du projet de développement est donc une transformation d'un réel perçu comme traditionnel et bloquant toute possibilité de progrès. Dans la conception des pilotes du développement, tradition et modernité sont souvent considérées comme deux systèmes antinomiques. Le premier serait fermé, rigide, statique, ne permettant que la conformité aux valeurs ancestrales. Le second par contre serait ouvert, flexible et dynamique donc permettant l'évolution, le changement vers un ordre supérieur. Ce changement qualitatif est perçu comme un progrès. La tradition n'accepte aucun désordre dans le système tandis que la modernité fait du désordre un élément essentiel qui permet au système de s'adapter, donc de changer et d'évoluer. La rapidité d'adaptation permet au système d'éviter les crises. Le souci de la modernité est la maîtrise du temps et de l'espace et la rationalisation de leur utilisation, aujourd'hui de

plus en plus par nécessité dans une perspective de développement durable. Le tableau suivant résume les caractéristiques essentielles de la tradition et la modernité :

CARACTERISTIQUES DE LA TRADITION ET LA MODERNITE

	TRADITION (idéal type)	MODERNITE (idéal type)
STRUCTURES	Fermeture, rigidité, isolement	Flexibilité, interaction, ouverture
FONCTIONS	Reproduction des valeurs de l'organisation sociale traditionnelle	Progrès, innovation
CULTURE	Religieuse, mythique	Scientifique, positiviste
PROCESSUS	Peu de différenciation, Lisibilité	Complexes, changeants
COMPORTEMENTS	Répétitivité, dépendance, subjectivité	Rationalité, anticipation, créativité, angoisse
ACTEURS	Personnalités religieuses, tribales, charismatiques	Personnalités scientifiques, politiques
FINALITE	S'accommoder des contraintes du temps et de l'espace	Plus grande maîtrise du temps et de l'espace

Le développement, pour les pays du Tiers-Monde, vise le passage d'une société traditionnelle à une société moderne; les changements opérés devant apparaître au niveau des comportements. On parle souvent de "l'homme nouveau" dans les discours sur le développement. C'est souvent à ce niveau, celui des comportements, que l'on observe le plus de résistance. Ces résistances expriment le rejet du projet de société porté par le processus de développement. Sentiment d'insécurité, perte de sens, rumeurs et mobilisation face à des "ennemis" accompagnent ces résistances[2]. C'est dire que le changement doit nécessairement être géré et guidé par une politique et des stratégies qui impliquent les populations concernées par le projet de développement afin que ces dernières s'approprient les objectifs du développement. Les pilotes du développement ignorent souvent la résistance au changement et se confinent dans une attitude de dénigrement des groupes sociaux qui résistent. De plus, la gestion inadéquate du développement est souvent caractérisée par une fuite en avant vers un futur paré de toutes les vertus, un mimétisme qui fait fi de la singularité de la société, une auto-suffisance du projet et de ses pilotes et une dérive procédurale, la planification

dépouillant toute action de sa spécificité. Le développement devient un vœu pieux enrobé d'un discours idéologique auto-justificateur des élites en quête de légitimité. La désillusion des "hors-projets", les exclus du système, est alors grande. Leur interrogation inquiète sur le sens d'une évolution individuelle et collective peut alors donner lieu à toute forme de dérive.

L'Algérie indépendante a été caractérisée par la prééminence avant 1988 - année de la grande révolte populaire - de deux projets de société, le projet autogestionnaire et le projet "révolutionnaire". Le premier a caractérisé la période 1962-1965 et le second la période 1965-1988.

Expression d'un élan populaire généreux et utopique des lendemains d'indépendance, le projet autogestionnaire devait très vite susciter la méfiance et l'inquiétude des élites autoproclamées pouvoir central légitime au nom de leur participation au mouvement anti-colonial. En effet, la prise en charge spontanée de l'infrastructure économique par des collectifs de travailleurs devait nécessairement privilégier le niveau micro-social par rapport au niveau macro-social, le local par rapport au global national. Quoiqu'ayant un contenu faible et peu réaliste, car comptant sur la seule générosité des populations et méconnaissant la situation économique, sociale et culturelle de départ, le projet autogestionnaire entendait renverser les rapports hiérarchiques entre le local, le régional et le national, entre l'Etat et le citoyen. Le projet visait en fait une transformation radicale des structures sociales, des comportements et des représentations. Un tel projet ne pouvait qu'inquiéter les élites au pouvoir qui essayèrent dès le départ de le contrôler par le biais d'une intervention de l'Etat telle la nomination de directeurs, comptables et autres gestionnaires au sein des entreprises et domaines agricoles autogérés. Déjà vidé de son sens, le projet autogestionnaire allait vite être remplacé par le projet "révolutionnaire".

Le changement de cap de 1965 signifiait la volonté des étatistes parmi les élites au pouvoir, de prendre en charge le projet de développement. Il signifiait donc la confiscation du pouvoir local et régional par l'Etat central exprimant ainsi les prémices du divorce Etat et société, système et acteurs sociaux. Se référant à la tradition volontariste, les étatistes considèrent que la société n'a pas de consistance propre et que sans l'Etat elle se désintégrerait[3]. L'Etat se doit donc d'être omniprésent et d'intervenir en permanence. La capacité d'action des acteurs sociaux, de la société sur elle même est affaiblie, le projet révolutionnaire inscrivant sa politique dans un cadre territorial et institutionnel plus large, celui de l'Etat-nation. A l'inverse du projet autogestionnaire ou la transformation des rapports sociaux devait se faire à "la base", le projet révolutionnaire privilégiait une transformation de ces rapports par le sommet. Caractérisé par une méfiance vis-à-vis de la société et le refus de

considérer les particularismes culturels et régionaux perçus comme archaïsmes et obstacles à la modernité, le projet révolutionnaire entendait gérer les transformations sociales par décret. La modernité, dans la conception des étatistes, était amputée d'une dimension essentielle, celle des intérêts et des libertés Individuelles. Car si la modernité signifie le règne de la raison qui établit la correspondance entre la production, la science, la technologie, l'administration, la loi et l'organisation sociale en général, il n'en demeure pas moins qu'elle n'a de sens que si elle repose sur la volonté des individus libres. Sans cette dernière dimension, le règne de la raison devient emprise du système sur les acteurs sociaux et la modernité est vidée de son contenu le plus ambitieux.

L'emprise du système était d'autant plus grande qu'en l'absence de partis et associations politiques, les structures de consultation, de concertation et de représentation étaient devenues de simples organes d'enregistrement de décisions prises au niveau des structures étatiques. La "société civile" réduite au silence, le système politique se confondait avec le système étatique, l'Etat-parti unique. Durant les années 1980, l'Etat devint une énorme bureaucratie de gestion et de distribution de la rente pétrolière. Le processus de développement censé induire une dynamique de changement, devait aboutir à une densification des interactions entre les différentes parties du système social. on observe en fait l'effet contraire puisque dans le système mis en place, le sous-système politique centralisant absolument tout, les relations entre les autres sous-systèmes ont été réduites à leur plus simple expression.

La lourdeur et l'opacité du système étaient devenues telles que le doute vis-à-vis de l'efficacité de ce système étatique s'installait de plus en plus dans la société. En effet, les attitudes de rejet, de cynisme, d'incivisme et de doute systématique exprimaient la remise en cause de la crédibilité de l'Etat, de ses structures et de ses élites. L'inefficacité quant à la gestion de l'argent et du temps était perçue comme le résultat d'une structure étatique monopolisée par des castes qui dominaient à des niveaux hiérarchiques donnés. Ces derniers obéissaient à des stratégies de castes et non pas à une ligne directrice qui se serait inscrite dans un plan d'ensemble supposé être le plan de la nation, plan résultant d'une concertation de tous les acteurs sociaux concernés par le projet de développement. Stratégies de castes voulait aussi dire incompétence des élites et absence de sanctions. Tous ces éléments engendraient un sentiment d'injustice et provoquaient des attitudes et comportements de rejet et de cynisme observables au quotidien dans l'environnement psychosocial à chaque rencontre de l'acteur avec le système.

Expression violente du rejet du système, la révolte de 1988 mettait à nue la crise dans laquelle s'enfonçait la société algérienne depuis la moitié des années 1980. La chute des prix du pétrole montrait les limites de l'Etat gestionnaire de la rente et les carences du système en

place. 1988 marque la fin d'un projet social, le projet révolutionnaire, avec toutes les désillusions que cela engendre. 1988 marque aussi le début de l'affrontement de deux projets de société, l'un se réclamant des valeurs islamiques, l'autre des valeurs universelles. Cet affrontement violent s'accompagne de doute et d'incertitude quant à l'avenir de la société algérienne.

Le schéma théorique suivant du système social constitue un cadre de référence pertinent qui permet de saisir, à partir d'une analyse des fonctionnalités, des structures et des processus à l'œuvre dans les différents sous-systèmes, le comportement des acteurs du développement et leurs stratégies.

LE SYSTEME SOCIAL

SOUS SYSTEMES	FONCTIONS	ELEMENTS STRUCTURANTS	PROCESSUS	ACTEURS
CULTUREL	Maintenance du système culturel dominant	Valeurs	Influences, contrôle	Associations culturelles, mosquée, direction de la culture, théâtre, etc..
ORGANISATION SOCIALE	Organisation et intégration en vue de la reproduction sociale	Normes	Institutionnalisation	Famille, école, université, etc.
POLITIQUE	Décision et Organisation de l'action collective pour la réalisation d'objectifs globaux	Hiérarchie pouvoir autorité	Planification programmation	Comme, Daira, Wilaya A.P.W, A.P.C ? partis politiques
ECONOMIQUE	Mobilisation des ressources en vue de l'adaptation du systèmes à son environnement	Division des tâches	Production, échange, R & D.	Entreprises économiques (industrielles, agricoles, commerciales et de services

Composé d'éléments abstraits tels que les valeurs, les idéologies, les connaissances et les symboles, le sous-système culturel a pour fonction essentielle la maintenance d'un modèle culturel dominant. C'est ce système qui constitue la source de toute signification des actions et interactions des acteurs sociaux et c'est cette grille d'interprétation qui devient aujourd'hui problématique. Le système de développement algérien ayant "échoué", les valeurs de la modernité qu'il tentait

d'institutionnaliser étant par la même rejetées par une grande partie de la société pour qui les valeurs de la tradition deviennent des "valeurs refuge", il n'y a plus un système de valeur dominant, et la société algérienne se caractérise aujourd'hui par un état d'anomie, d'où le sentiment général de perte de sens, de doute et d'incertitude, d'où aussi l'apparition de deux projets de société contradictoires, l'un se réclamant des valeurs de la tradition et l'autre des valeurs de la modernité.

Le sous-système organisation sociale

Constitué des normes comme élément structural central, le sous-système social a pour fonction essentielle l'intégration des acteurs à la société. Les normes sociales contrôlent les actions et interactions au sein du système. Le sous système social est étroitement lié au sous-système culturel, les éléments culturels abstraits de ce dernier étant traduits par le biais du processus d'institutionnalisation dans des normes et modèles d'action. L'anomie qui caractérise actuellement la société algérienne, qu'on la définisse comme absence de normes ou présence de normes conflictuelles, traduit en fait toute la difficulté que connaît cette société de traduire dans des normes d'action des valeurs, qu'elles soient de la tradition ou de la modernité. Cette situation engendre un climat psychosocial fait de doute et souvent de rejet systématique du système politique qui a incarné le projet de développement. Car la désillusion est grande de ceux qui avaient inscrit leurs projets de formation, projets professionnels ou projets de vie en général dans le projet de développement.

Le sous-système économique

Concerné par les activités de production et d'échanges de biens et de services, le sous système économique a pour fonction de mobiliser les ressources matérielles afin que le système s'adapte à son environnement. C'est par le biais de la croissance économique, basée sur une division des tâches toujours plus rationnelle et des innovations techniques toujours plus poussées, que ce sous système assure l'adaptation du système social à un environnement où les besoins en consommation, en performance et en compétitivité sont toujours plus grands. "Géné" dans son fonctionnement par une gestion politique de la rente pétrolière qui a fait naître des comportements constituant des obstacles à une organisation rationnelle du travail, le sous système économique n'a pu générer la croissance attendue, d'où les difficultés d'adaptation du système social à un environnement toujours plus exigeant.

Le sous-système politique

Ayant pour fonction la définition d'objectifs et l'organisation de l'action collective, le sous système politique mobilise les moyens humains

et matériels, coordonne et contrôle les actions des acteurs sociaux en vue de la réalisation d'objectifs ayant une signification pour la majorité des acteurs du système social. La définition des politiques, stratégies et objectifs à atteindre sont du ressort de ce sous système et exigent une légitimité des organes politiques, une responsabilité bien définie et des compétences reconnues des différents acteurs ainsi que la participation des membres de la collectivité afin qu'il y ait adhésion de la majorité aux décisions prises, puisque ces dernières concernent le devenir de toute la collectivité. Pour avoir trop longtemps été réduit au seul système étatique lui-même confondu avec le parti unique, et ne permettant pratiquement aucune participation de la "société civile", pour avoir toujours manqué de légitimité, et pour être caractérisé dans son fonctionnement par des pratiques se référant à des normes et valeurs autres que celles prônées par ce même sous-système, le sous-système politique se retrouve aujourd'hui divorcé du système social. Toutes les tentatives de réforme et d'ouverture de ce sous-système n'ont fait jusqu'à présent qu'accentuer son rejet par la société.

Partant du schéma théorique du système social et de la définition des différents sous-systèmes qui le composent, la recherche sur le développement en général et en Algérie en particulier devrait à notre sens adresser les hypothèses de travail suivantes:

1. Le développement, processus dirigé de changement des modes de production, de socialisation et de comportements dont l'objectif essentiel est la modernité interprétée comme le procès de rationalisation du monde et des rapports humains a érigé en absolus l'économisme et la quête du progrès. Ce schéma ignore la dialectique de la tradition et de la modernité à l'œuvre à tous les niveaux du système social et de ses sous-systèmes. Cette dialectique se traduit souvent par la difficulté d'institutionnaliser des normes et modèles de comportement modernes, d'où les dysfonctionnements importants observés dans le système social.
2. Les acteurs du développement censés produire de la rationalité, de l'efficacité, de l'innovation, du progrès, en d'autres termes promouvoir la modernité, étant eux même en proie aux dysfonctionnements du système, adoptent souvent des comportements et stratégies contraires aux normes de la modernité et participent de ce fait à la perte de sens générale ressentie au niveau du système social.
3. la modernité doit être repensée. Elle ne doit pas être interprétée comme négation de la tradition et ne peut pas signifier perte de sens. Le développement, porteur de modernité, ne peut produire du sens en faisant fi de la tradition. La production de sens nécessite aussi la mobilisation de la tradition. Si les acteurs traditionnels produisaient des normes et des modèles de comportement qui donnaient un sens

aux choses et créaient de ce fait du lien social; la modernité, elle, interprétée comme négation de la tradition, détruit ce lien et risque l'éclatement de la société. La demande de sens est réelle et permanente. Le projet de développement doit prendre en charge cette demande en associant tous les acteurs à tous les niveaux du système à la définition des politiques, stratégies et objectifs du développement. Cela veut dire en fait que le développement ne peut pas être du seul ressort de l'Etat et de ses élites, il est l'affaire de toute la société.

SCENARIO DE TYPE MODERNISTE

	Valeurs et normes	Structures et Acteurs	Processus	Comportements	Fonctions, Finalités
Sous-système culturel	-Individualisme -Egalitarisme -Ecologisme	-Etat -Institutions publiques -Institutions privées -Associations	-Anomisation (au sens de perte des repères), mais avec des recompositions -Différenciation et segmentation - Désengagement de l'Etat	-Individualistes -Associatifs	-Socialisation vers l'élaboration d'un modèle culturel flexible -Diversification -Pluralisme culturel
Sous-système biosocial	-Idem que sous-système précédent	-Etat -Collectivités -ONG (Associations caritatives, humanitaires)	-Risque de désintégration (éclatement de la société; vers un dualisme, ou même un tribalisme, exacerbé)	-Idem que sous-système précédent (voir le rôle des associations non gouvernementales dans l'aide sociale)	-Intégration -Bien-être, avec cependant la reproduction d'une hiérarchie sociale
Sous-système politique	-Démocratie	-Citoyen -Etat -Partis et mouvements politiques -Media	-Concurrence des intérêts politiques et sociaux	-Participatif -Contradictoire (idéologies opposées) jusqu'à l'émergence de mouvements contestataires	-Définition et poursuite d'objectifs théoriquement "collectifs"
Sous-système économique	-Rationalité -Efficacité	-Entreprises privées -Entreprises publiques et para-publiques -Secteur non marchand (des services)	-Concurrence interne -Concurrence externe (avec l'internationalisation des échanges)	-Comportements de consommation -Comportements écologistes -Distinguer à ce niveau entre attitudes et comportements	-Adaptation économique à l'environnement international -Desir d'accumulation et de surconsommation

SCENARIO INTERMEDIAIRE DE TYPE 1 (Valeurs traditionnelles alliées à une économie libérale)

	Valeurs et normes	Structures et Acteurs	Processus	Comportements	Fonctions Finalités
Sous-système culturel	-Solidarité familiale et communautaire -Tendance à la flexibilité -Valeurs religieuses -Misonéisme	-Chef de famille -Femmes relais -Ecole coranique	-Reproduction du système de valeurs	-Idem au précédent modèle	-Idem au précédent modèle
Sous-système biosocial	-Normes écrites	-Acteurs familiaux	-Régression du contrôle démographique -Urbanisation -Formes d'organisations associatives	-Tendance à l'individualisme	-Régression des phénomènes d'intégration
Sous-système politique	-Autoritarisme d'inspiration religieuse -Monolithisme (comme refus de la diversité)	-Etat aux fonctions limitées -Elites politico-religieuses	-Tendances à la centralisation du pouvoir	-Domination des élites -Soumission de la population	-Fonction réglementaire restreinte -Finalité de l'état: le maintien du modèle culturel et social dominant (il n'est pas au service de l'économique)
Sous-système économique	-Efficacité marchande	-Acteurs individuels -Acteurs marchands -Entrepreneurs -Consommateurs	-Accent mis sur les échanges	-Marchands -Tendance vers des comportements de consommation	-Maximisation des profits marchands -Spéculation

SCENARIO INTERMEDIAIRE DE TYPE 2
(Valeurs traditionnelles avec introduction d'une
régulation étatique)

	Valeurs et normes	Processus	Structure et acteurs	Comportements	Fonctions Finalités
Sous-système culturel	-Tendance à l'individualisme	-Tendance à l'étatisation du processus de socialisation	-Structures traditionnelles familiales -Agents de socialisation de l'Etat (Ecoles, mouvements associatifs)	-Disjonction entre comportements traditionnels et comportements "modernistes" (séparation dans le temps et dans l'espace)	-Disjonction entre le prolongement de la tradition et le sous-système jouant le jeu du productivisme (donc de la modernité)
Sous-système biosocial	-Normes rationnelles écrites, légales -Normes traditionnelles orales	- Urbanisation - Organisation de la société civile (par mouvement associatif, mais stimulé par l'Etat ou les collectivités)	-Famille -Organisations publiques et parapubliques (dont les mouvements associatifs)	-Tendance à la réglementation -Comportements individualistes -Comportements associatifs	-Fonction d'intégration sociale -Egalité des citoyens
Sous-système politique	- Autoritarisme - Monolithisme	- Centralisation de la décision avec des phénomènes de déconcentration de l'Etat -Processus de bureaucratie, et de technocratie (édiction de règles à vocation universelle)	-Etat -collectivités intermédiaires -Monopartisme	-Possibilité d'émergence de mouvements contestataires face à la bureaucratie -Comportements bureaucratiques	-Intégration nationale (réglementation des rapports politiques) -régulation politique -Création de l'idée de Nation
Sous-système économique	-Productivisme industriel -Innovation	- Accumulation du capital par l'Etat	-Etat comme acteur économique -Entreprises privées -Entreprises publiques	-Forte croissance de la demande (comportements de consommateurs) -Comportements productifs)	-Adaptation à la demande interne et externe -Finalité politique

SCENARIO TRADITIONNEL

	Valeurs et normes	Processus	Structure et acteurs	Comportements	Fonctions Finalités
Sous-système culturel	-Solidarité familiale et communautaire -Rigidité du système	-Chefs de famille -Femmes relais	-Reproduction du système de valeurs	-Répétitivité -Mimétisme (pas de comportement original) -Dépendance par rapport à la famille	-Maintien du modèle culturel d'origine ancestrale
Sous-système biosocial	-Normes non écrites, rigides	-Acteurs familiaux	-Existence d'un contrôle démographique (en fonction des conjonctures) selon des méthodes traditionnelles	-Idem que dans le sous-système précédent	-Reproduction du système social -Intégration forte
Sous-système politique	-Idem que dans sous-systèmes précédents	-Chef de famille -"Arch" (conseil des chefs de famille) prenant les décisions concernant la tribu	-Processus de prise de décisions collectif; mais aussi familial à certains niveaux	-Autorité fondée sur la recherche d'un consensus (l'autorité se situant plus au niveau de la famille, et le consensus au niveau du conseil)	-Régulation politique avec des retombées économiques et sociales
Sous-système économique	-Logique non productiviste (économie de subsistance)	-Economie de type familial - Agriculteurs -Marchands	-Processus visant à une économie de subsistance (pas de processus d'innovation)	-Satisfaction des besoins essentiels sans qu'il y ait forcément désir d'accumulation	-Pas de fonction majeure de l'économie -Ce système renforce la reproduction du système socio-politique

NOTES:

1. La notion de projet et spécialement les catégories de projet révolutionnaire et projet autogestionnaire dont il sera fait mention dans ce texte sont empruntées à Jean Pierre Boutinet. Ce dernier fait une analyse exceptionnelle de cette notion de projet dans son

excellent ouvrage Anthropologie du projet. L'application que nous en faisons au cas algérien est toutefois personnelle.

2. Voir à ce sujet l'ouvrage de Jean Pierre Boutinet déjà cité ainsi que celui de Claude Le Boeuf et Alex Mucchielli, *Le projet d'entreprise*.
3. Voir l'éditorial de Christian Mellon et Jean Weydert dans la revue *Projet*, No. 233, p.4.
4. La définition des différents sous-systèmes est largement empruntée à Jean Claude Lugan et plus précisément de son ouvrage, *La systémique sociale*.

BIBLIOGRAPHIE:

1. Badie, Bertrand, **Culture et politique**, Economica, Paris, 1993.
2. Barel, Yves, **Le paradoxe et le système**, Presses universitaires de Grenoble, 1989.
3. Boutinet, Jean Pierre, **Anthropologie du projet**, PUF, Paris, 1992.
4. Chauvin, Michel, **Tiers-monde: la fin des idées reçues**, Syros, Paris, 1991.
5. Chesnaux, Jean, **Modernité-monde**, La Découverte, Paris, 1989.
6. Collerette, Pierre et Gilles Delisle, **Le changement planifié**, Les éditions Agence D'arc Inc., Ottawa, 1982.
7. De Solage, Olivier, **Réussites et déconvenues du développement dans le Tiers-monde**, L'harmattan, Paris, 1992.
8. Dupuis, Xavier, **Culture et développement**, UNESCO/ICA, Paris, 1991.
9. Guichaoua, André et Yves Goussault, **Sciences sociales et développement**, Armand Collin, Paris, 1993.
10. Le Bœuf, Claude et Alex Mucchielli, **Le projet d'entreprise**, PUF, Paris, 1993.
11. Lugan, Jean Claude, **Eléments d'analyse des systèmes sociaux**, Privat, Toulouse, 1983.
12. Lugan, Jean Claude, **La systémique sociale**, PUF, Paris, 1996.
13. Mellon, Christian et Jean Weydert, **Citoyen, en quel Etat?** (éditorial), *Revue Projet*, Printemps 1993, No. 233, p. 4-5.
14. Renaut, Alain, **Genèse du couple Etat-Société**, *Revue Projet*, Printemps 1993, No. 233, p. 7-16.
15. Michel, Wieviorka, **L'Etat et les Sujets**, *Revue Projet*, Printemps 1993, No. 233, p. 17-25.
16. Simon, H.A., **Sciences des systèmes, sciences de l'artificiel**, Dunod, Paris, 1991.